



Newsletter

Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 148 Décembre 2021

Fin d'année 2021...étonnante !

SOMMAIRE

- **Edito : Fin d'année 2021... étonnante !** p 1
- **France-Koweït.** p 2-6
- **Publicité Suez.** p 7
- **Le Président Macron en visite dans le Golfe.** p 8
- **Agenda du Président de la CCFA.** p 9
- **Entretien avec S.E. Jean-Baptiste Faivre, Ambassadeur de France au Qatar.** p 10-11
- **Webinaire : l'agroalimentaire en Egypte.** p 12-13
- **Journée « Partenaires et Entreprises ».** p 14-15
- **Publicité Transdev.** p 16

C'est un peu la caractéristique de cette fin d'année 2021, à bien des égards.

Prenons par exemple le scénario du dernier Grand prix de Formule 1 à Abou Dhabi ! Finale étonnante ! Mais dont on retiendra surtout la place prépondérante prise par les pays du Golfe dans les grandes occasions, les grands spectacles sportifs internationaux. Cela été déjà le cas en 2021, avec les trois derniers Grands prix de F 1 à Doha, Djeddah et Abu Dhabi, les championnats du monde de handball, de natation, de judo, au Qatar, à Dubaï, ou Abu Dhabi... Et ce le sera encore plus en 2022 avec le Dakar une nouvelle fois en Arabie saoudite, les Grand prix de Formule 1 au tout début de la saison en Arabie saoudite et à Bahreïn, la coupe du monde de football au Qatar, et bien d'autres manifestations sportives encore... belles année 2021-2022 de diplomatie du sport, et cela ne s'arrêtera certainement pas là.

Etonnante, cela a aussi été le cas de la tournée du Président de la République, Mr. Emmanuel Macron, dans trois pays du Golfe entre les 3 et 5 décembre derniers.

En quelques jours, la manne de contrats signés ou de Memorandum of Understanding annoncés a de quoi donner le tournis. Cette tournée, à la moisson plus que bénéfique pour certaines entreprises françaises, est bel et bien une occasion de rappeler que le savoir-faire de nos entreprises est attendu dans nombre de ces pays. Elle remet un peu, si vous me permettez cette image, « l'église au milieu du village ».

Etonnante aussi cette fin d'année du point de vue sanitaire.

Et nous qui pensions petit à petit sortir de la crise Covid-19... Nous voilà une nouvelle fois replongés dans un niveau d'inquiétude et d'incertitude dont il est bien difficile de dire ce qu'ils généreront comme environnement, en particulier pour le début de l'année prochaine. Il est malheureusement à craindre que la mobilité internationale avec ce qu'elle entraîne derrière elle comme perspectives de contrats, d'échanges, de partenariats entre la France et le Monde Arabe soit une nouvelle fois mise à mal.

Etonnantes les activités de 2022 de la CCFA, riches et ambitieuses de petits déjeuners thématiques ou pays - le nucléaire, le digital, les Émirats arabes unis, le Qatar, Oman, la Jordanie - de déplacements pour les Ambassadeurs arabe présents en France, de colloques, conférences et même d'une perspective d'un nouveau Forum France- Pays Arabes prévu pour décembre 2022.

Nous comptons une fois encore sur les entreprises membres de la Chambre, sur ses partenaires indéfectibles pour, à l'occasion de l'année qui vient, collectivement, faire face ensemble et répondre aux besoins et aux défis de la relation entre la France et les Pays Arabes, relation qui a tellement besoin d'être renforcée, dynamisée.

C'est le vœu que je fais pour tous et pour toutes, alors que nous terminons 2021. Passez de bonnes fêtes de fin d'année, et surtout permettez-moi, en mon nom personnel, au nom du Secrétaire général de la CCFA, de ses administrateurs et de ses collaborateurs, de vous souhaiter une excellente année 2022, une année de santé, une année de projets, une année de réalisations, et prenez soin de vous et de vos proches.

Vincent REINA
Président CCFA

Visitez le site
de la **Chambre**
de commerce
franco-arabe
www.ccf franco-arabe.org

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

France-Koweït

60 ans de partenariats et de coopérations, quelles nouvelles perspectives ?



Au lendemain de la proclamation de l'indépendance du Koweït en juin 1961, la France s'empresse de reconnaître le jeune état, dès le mois d'août de la même année, marquant ainsi le début d'une relation bilatérale de respect, d'amitié et de confiance. Depuis, les relations entre la France et le Koweït n'ont cessé de se développer et les accords bilatéraux de se multiplier, ouvrant la voie à des coopérations et des échanges intenses dans les domaines les plus variés : culturels, scientifiques et techniques ou économiques et militaires.

Aujourd'hui le Koweït est le 5^{ème} partenaire commercial de la France au Moyen-Orient et son 13^{ème} excédent dans la région; il est son 4^{ème} partenaire commercial dans le Golfe et son 5^{ème} excédent. Par ailleurs, les fleurons des grands groupes français sont implantés dans l'émirat et une cinquantaine d'entreprises y est présente au travers d'accords de franchise.

En cette année marquée par le soixantième anniversaire des relations bilatérales entre la France et le Koweït et le réhaussement de leur dialogue stratégique au niveau ministériel, la Chambre de Commerce Franco Arabe, qui contribue activement à la dynamique de cette relation, a invité adhérents et amis du Koweït, le 8 décembre à la Maison de l'Amérique latine, pour découvrir les nouvelles perspectives de la relation franco-koweïtienne.

Des relations anciennes, marquées par le respect et la confiance

M. Vincent Reina, Président de la Chambre de Commerce Franco Arabe, a vivement remercié ses invités, tout particulièrement Mme Claire Le Flécher, Ambassadrice de France au Koweït, et M. Sami Al-Sulaiman, Ambassadeur du Koweït en France, les Ambassadeurs arabes présents, ainsi que tous ceux et celles qui avaient répondu à son invitation.

« Permettez-moi de commencer mon propos par un petit point d'histoire », a-t-il commencé, en évoquant les premiers contacts entre autorités françaises et koweïtiennes qui remontent, dit-il, au XVIII^e siècle, « lorsqu'un émissaire français, capturé aux alentours de l'actuelle Bassora par des nomades, se met sous la protection de Cheikh Abdallah, fils de Sabah 1er, le premier Cheikh

du Koweït ». La même hospitalité sera accordée, peu de temps après, ajoute-t-il, à François-Xavier Rousseau, neveu du philosophe des Lumières, qui fuyait la même ville de Bassora avant sa destruction par les Perses. Cette hospitalité se transforme par la suite en relation d'amitié qui se développe vite, permettant aux deux pays de nouer des coopérations fortes dans les domaines militaires et de l'armement, mais aussi dans de nombreux domaines économiques, des entreprises françaises prenant pied sur le territoire koweïtien, des étudiants koweïtiens étant accueillis en France, une école française ouvrant au Koweït en septembre 1968, le premier accord bilatéral de coopération culturelle étant signé en 1969.

Abordant les échanges commerciaux entre les deux pays, le Président de la CCFA, a indiqué qu'ils sont passés entre 2019 et 2020 de 740 millions à 1 milliard d'euros. Il a souligné que la part de marché de la France reste faible, le Koweït étant le 75^{ème} parte-

**Nos
partenaires
2021**

Stratégiques

 VEOLIA

 transdev
the mobility company

Gold

 antea group

naire commercial de la France, son 51ème client et son 83ème fournisseur, mais en revanche son 13ème excédent. « On doit pouvoir faire mieux ! », et d'ajouter que la stratégie de dévelop-



pement « Vision Koweït 2035 », destinée à planifier le développement socio-économique et à diversifier les secteurs d'activité pour transformer le pays en centre économique et financier régional indépendant de l'économie pétrolière, ouvre à travers ses 164 programmes de développement et ses 7 piliers des perspectives considérables.

Il a souligné que les fondamentaux de l'économie koweïtienne sont solides et rappelé que l'émirat a fait un bond de 14 places dans le classement Doing business et réalisé des réformes en matière d'amélioration de l'environnement des affaires saluées par la Banque mondiale qui l'a classé en 2019 comme faisant partie des 10 pays les plus réformateurs au monde.

Prenant ensuite la parole, le Dr. Khaled Hanafy, Secrétaire général de l'Union des Chambres Arabes présent à cette occasion, a remercié la CCFA d'offrir cet espace de dialogue à deux grands pays : le Koweït et la France. Il a adressé un message à tous les responsables et acteurs économiques en France comme au Koweït, et plus généralement dans tous les pays arabes, en soulignant que l'économie arabe était en profonde transformation, ce qui impose une nouvelle façon d'aborder les opportunités. La coopération ne se limite plus aux échanges de biens et de services, dit-il, mais doit mener à la construction d'un partenariat stratégique de long terme, ouvrant la voie à ses acteurs pour conquérir ensemble des marchés dans d'autres pays et sur d'autres continents.

Par ailleurs, le Dr. Hanafy a également rappelé la stratégie « Vision 2035 », soulignant que les projets qu'elle met en œuvre moderniseront les infrastructures, valoriseront le capital humain et prépareront le pays à intégrer l'économie numérique. Pour terminer, le Dr. Hanafy a indiqué que cette rencontre contribuait,

sans nul doute, à dynamiser encore plus la coopération bilatérale entre les deux pays. Les relations politiques entre la France et le Koweït sont solides et les relations culturelles sont intenses, « il faut que leurs relations économiques progressent pour atteindre le même niveau » a-t-il conclu.

Prenant la parole, S.E. Mme Claire Le Flécher, Ambassadrice de France au Koweït, qui avait présenté ses lettres juste la veille à l'Emir, a indiqué : « Je découvre chaque jour la richesse et la profondeur des liens qui unissent la France à ce pays à la surface réduite mais à l'influence très étendue ». Elle a souligné les liens d'amitié qui unissent les deux pays et rappelé l'engagement de la France au sein de la coalition internationale, avec la participation de 15.000 militaires français dans l'opération Daguet pour libérer le Koweït de l'invasion irakienne. « Un moment fort dans la relation entre nos deux pays qui constitue un tournant et a abouti à la signature d'un accord de défense en 1992, renouvelé et approfondi en 2009 ». Toutefois, elle a indiqué que la coopération entre les deux pays ne se limite pas à la défense puisqu'elle comporte aussi une forte dimension économique et culturelle. A cet égard elle a rappelé l'inauguration de l'Institut français en 1992 et du Centre français d'archéologie et de sciences sociales en 2016.

Par ailleurs Mme Le Flécher a souligné la qualité de la relation entre les deux pays qui s'illustre par les nombreuses visites bilatérales de haut niveau depuis 1968. Enfin elle a rappelé que l'originalité de la relation entre la France et le Koweït « tient aussi à la force des liens qui unissent les diplomates des deux pays qui conjuguent leurs efforts pour apaiser les tensions régionales ».

Concluant son propos, elle a rapporté les mots du prince héritier, Cheikh Michael Al-Ahmad Al-Sabah, lui confiant, lors d'un entretien, que « le Koweït est pour la France plus qu'un allié, un véritable ami. Notre pays compte sur votre indéfectible soutien, comme vous pouvez dans les moments difficiles compter sur le notre ».

Son Excellence Mr. Sami Al-Sulaiman, Ambassadeur du Koweït en France, après avoir remercié la CCFA, a surtout présenté la vision « Koweït 2035, indiquant que le Koweït veut améliorer le volume des échanges mais souhaite aussi augmenter ses investissements en France.

Abordant la stratégie de développement de son pays dans le cadre de la « Vision Koweït 2035 », il a rappelé que cette stratégie tend à transformer le pays en hub financier et commercial attractif dans lequel le secteur privé est au cœur de l'activité économique. Développant les piliers de ce programme, il a notamment cité une administration gouvernementale efficace, une économie durable, des infrastructures modernes, un environnement durable et un capital humain réactif. Il a rappelé les atouts du Koweït notamment ses institutions démocratiques avec l'existence d'un parlement élu démocratiquement par le peuple, une économie ouverte et riche d'un ensemble de lois améliorant le climat des investissements, encourageant la concurrence et protégeant les droits d'auteur et la propriété intellectuelle, des ressources en hydrocarbures estimées à 102 milliards de barils, la position géographique du Koweït qui en fait un centre commercial adjacent à trois grands marchés : l'Irak, l'Arabie saoudite et l'Europe. Enfin, il a rappelé que son pays est placé parmi les nations à revenu élevé, que son secteur bancaire et financier est fort et réputé pour sa gestion prudente.

Relation économique entre la France et le Koweït

Mr. Bruno Zanghellini, chef du service économique à l'ambassade de France au Koweït, a présenté également de son côté des atouts complémentaires de l'économie koweïtiennes avant de passer en revue les opportunités qu'elle offre aux entreprises françaises. Puissance pétrolière majeure, au 7ème rang des exportateurs mondiaux d'hydrocarbures et détenant les 6èmes réserves mondiales avec plus de 100 milliards de barils, le Koweït, doit

aussi gérer sa transition verte, créant des bouleversements dans la stratégie de valorisation de ses réserves pétrolières, le Koweït étant convaincu que le pétrole doit être exploité dès que possible



et valorisé au meilleur prix. Mais pour cela, des investissements importants sont nécessaires pour porter la production, à l'horizon 2040, à 5 millions de barils/jour. En outre, confronté à l'enjeu du verdissement de ses activités d'extraction et de raffinage qui se traduit par un besoin d'investissements chiffré à 500 milliards de dollars d'ici à 2040, le Koweït offre ainsi des opportunités importantes pour les entreprises parapétrolières qui ont un rôle à jouer dans la modernisation des infrastructures du pays. Par ailleurs, il a indiqué que le Koweït possède aussi de grands potentiels en énergie renouvelables, un domaine où le savoir-faire français est mondialement reconnu.

Autre domaine où les opportunités pour les entreprises françaises sont fleurissantes : les réserves des fonds souverains et des institutions financières koweïtiennes. A cet égard, Mr. Zanghellini a rappelé l'importance des fonds souverain KIA, du fonds des générations futures, du fonds de pension et de la banque assignée à venir en aides au monde arabe. « Au total, on arrive à une enveloppe investissable de 900 milliards de dollars. Il s'agit là d'un marché stratégique pour nos acteurs financiers », dit-il.

Toujours sur ce chapitre des opportunités pour les entreprises françaises, Mr. Zanghellini a souligné que le Koweït avait aussi besoin de moderniser ses infrastructures notamment le réseau électrique, la production et la distribution d'eau, le transport, la gestion de l'aéroport du Koweït, le système de contrôle aérien et des prévisions météo.

Pour conclure, il a quand même abordé quelques freins qui limitent l'action des entreprises françaises, citant notamment un secteur de la santé parfois entravé par la complexité du système de santé ou encore l'influence des cabinets anglo-saxons sur le marché des équipements, la certification hallal dans l'agroalimentaire, ou encore la règle du sponsorship, rappelant que certains axes d'amélioration comme la réforme du droit des faillites, la création du régime ad hoc des investissements étrangers ou les systèmes offshore, permettaient des aménagements.

Mr. Bertrand Barriquand, Vice-Président Energy Transition Partnership d'Air Liquide, a présenté le groupe Air Liquide, son expérience au Koweït et les conséquences de la transition énergétique sur sa stratégie. « Air Liquide est un groupe centenaire, leader sur le marché des gaz industriels » a-t-il rappelé, avec 65.000 salariés, un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars dans 78 pays, et une activité historique dans la liquéfaction de l'air, les gaz rares, et une activité dans l'hydrogène.

Présent au Koweït depuis 2005 à travers une joint venture avec le koweïtien Gulf Cryo, Air Liquide bénéficie du soutien de Kadipa - l'agence koweïtienne de l'investissement - et exerce ses activités

dans le bassin industriel de Shuwaykh. La présentation d'Air Liquide terminée, Mr. Barriquand a exposé les problématiques de la transition énergétique et ses perspectives. Il a énuméré les piliers d'une transition énergétique réussie qui sont selon lui la sobriété, l'électrification et l'hydrogène. Concluant sur les objectifs de son groupe, il a indiqué qu'Air Liquide ambitionne d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, soit réduire à l'horizon 2035 ses émissions de CO2 de 33 %, puis de manière progressive les 15% restants. Quant aux perspectives de développement du groupe au Koweït, Mr. Barriquand a annoncé qu'Air Liquide comptait le poursuivre dans les gaz industriels, avec la volonté de décarbonner ses achats d'électricité.

Mr. François-Aissa Touazi, Senior Managing Director d'Ardian et vice-président du comité France-Koweït de Medef International, en charge des relations stratégiques avec les fonds stratégiques souverains, a présenté le fonds Ardian, plus grand fonds en Europe gérant 130 milliards de dollars sur différentes expertises. « Nous sommes leader européen dans l'infrastructure, dans les fonds de fonds, et nous sommes dans les activités directes notamment l'immobilier et la dette privée ». Ardian est un investisseur majoritaire ou minoritaire dans un grand nombre d'entreprises en France, en Europe et dans le monde, et considère le Golfe comme une zone stratégique pour son développement et tout particulièrement le Koweït où il a noué des partenariats forts avec plusieurs institutions financières notamment le fonds KIA, le fonds de pension et d'autres fonds de grandes familles.

Attentif à la stratégie de diversification de l'économie du Koweït, Ardian regarde les différents projets annoncés dans le cadre de la « Vision 2035 » : énergies renouvelables, environnement, dessalement, traitement des déchets, traitement de l'eau, secteur de la santé à travers la construction d'unités, la gestion et la digitalisation des hôpitaux, mais équipements médicaux et la pharmacie. Par ailleurs, Ardian s'intéresse au secteur du tourisme, pilier important dans la stratégie de développement du pays avec notamment le projet de transformation des 5 îles en zone touristique et d'activités de loisirs avec à la clé la création de 25.000 emplois, et enfin, les secteurs de la formation et de l'éducation et les institutions bancaires et financières.

Arrivant du Koweït, Mr. Khalifa Al-Yakout, partner du groupe juridique Al-Yakout & Al-Fouzan a conclu ces présentations par un rappel des atouts du Koweït, de ses opportunités et de son système juridique. Rapide et efficace, ce système a mis l'accent sur les nouvelles lois sur les investissements, la fiscalité attractive, la nouvelle loi sur les appels d'offres. Autant de facteurs et d'éléments pour encourager les entreprises françaises à s'installer au Koweït où les opportunités sont grandissantes.

Il appartenait à Mr. Denis Le Fers, de la Direction générale du Trésor français et co-président français du Dialogue stratégique franco-koweïtien, de conclure cette rencontre. Après avoir exprimé son attachement à cette région où il a servi dans plusieurs pays, il a évoqué les quatre points essentiels qui doivent contribuer à dynamiser la relation franco-koweïtienne : la signature d'un accord entre la KIA et Bpifrance pour un nouveau fonds conjoint de co-investissements et un deuxième entre Business France et la KIA pour développer des investissements bilatéraux. Le ministère de l'Economie et des Finances prévoit des missions d'assistance pour aider à structurer sur le plan juridique des modèles de partenariats public-privé et enfin une coopération entre les deux banques de développement française et koweïtienne sur la transition verte et sur l'Afrique doit également se mettre en place.

A partir d'une relation déjà dense, la France étant impliquée dans la modernisation des infrastructures au Koweït, la moitié des entreprises européennes présentes au Koweït étant françaises, la stratégie est claire a-t-il conclu : participer aux opportunités ouvertes par la « Vision Koweït 2035 », et en particulier dans les secteurs où la France est reconnue : aménagement urbain, eau, électricité, transports, digital, santé.

La France et le Koweït : 60 ans d'indéfectible amitié

*Tribune de S.E. Mme Claire Le Flécher,
Ambassadrice de France au Koweït*

En août 1961, la France reconnaissait officiellement l'Etat du Koweït. J'ai eu l'honneur de prendre mes fonctions d'Ambassadrice le 9 septembre dernier, soit 60 ans presque jour pour jour après cette date historique et je découvre chaque jour la richesse concrète et la profondeur humaine des liens qui unissent nos deux pays.

L'Etat du Koweït est un pays à la superficie relativement réduite mais à l'influence étendue. Une partie de cette influence procède de l'histoire et de la géographie. Sous l'influence de la dynastie Al Sabah, le Koweït, situé au carrefour de plusieurs routes commerciales importantes, a acquis très vite un rôle pivot dans la région, renforcé par la diversité ethnique et religieuse du pays, où musulmans sunnites et chiites cohabitent depuis plusieurs siècles.

Le pays a été à l'avant-garde du développement de la région. Politiquement, le pays a connu très tôt une forme de représentation politique, avec la création éphémère d'une Assemblée nationale en 1938 ré-établie en 1961. Le Koweït a été le premier pays de la région à se doter d'une constitution, en novembre 1962. Le Koweït a ainsi été le premier pays de la région à se doter d'une constitution et il se distingue encore aujourd'hui en termes de pluralisme et de représentation politique. Le Parlement koweïtien constitue une expérience « unique » dans la région du Golfe car il est le seul à disposer de pouvoirs dont ne disposent pas ses homologues des pays de la région.

Economiquement, le pays a été le premier de la péninsule à exploiter et exporter du pétrole. Il a également été le premier Etat du monde à se doter d'un Fonds souverain (en 1953) et celui-ci est devenu l'un des tout premiers au monde avec un total d'actifs d'environ 700 Mds USD.

L'Etat du Koweït est un partenaire privilégié de la France dans la région du Golfe et au sein du monde arabo-musulman. Le pays joue un rôle précieux de médiation régionale, illustré encore récemment par l'importance qu'il a prise dans la résolution de la crise du Golfe, probablement la plus grave qu'ait connue le Conseil de Coopération du Golfe depuis sa création.

Le Koweït est aussi l'un des principaux acteurs humanitaires de la région, à travers notamment le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, créé en 1961 qui joue un rôle absolument fondamental dans le développement du monde arabe.

Notre relation bilatérale est profonde et équilibrée. En matière économique, le pays reste l'un des principaux clients de la France. C'est également l'un des investisseurs les plus anciens et les plus importants dans les entreprises de notre pays. La France entretient avec la Kuwait Investment Authority une relation très étroite. Le potentiel d'intensification de notre relation bilatérale dans certains secteurs comme la santé reste très important. De nombreux Koweïtiens ont recours à l'excellence des services de soin français et nos laboratoires pharmaceutiques sont très présents au Koweït.



Le soutien résolu de la France au Koweït aux heures les plus sombres de son histoire, à travers l'opération Daguet dont nous célébrons le 30^{ème} anniversaire, a considérablement renforcé notre relation bilatérale en matière de défense. Celle-ci s'exprime notamment par la présence de Défense Conseil International : DCI apporte depuis une trentaine d'années un soutien substantiel aux forces armées koweïtiennes en matière de maintenance des équipements et de formations opérationnelles des officiers koweïtiens. L'armée de l'air et la garde nationale ont fait l'acquisition en 2016 de 30 hélicoptères Caracal.

Nous entretenons également une relation étroite avec le Koweït dans le domaine culturel et scientifique. Grâce à la présence de l'Institut français du Koweït, dont nous fêterons les 10 années d'existence en mars prochain, de nombreux événements sont organisés

tout au long de l'année, en partenariat avec les plus grandes instances du pays. Tous permettent de faire vivre et de soutenir la Francophonie, substrat essentiel pour donner l'envie de France nécessaire à l'extension des partenariats dans le champ des études supérieures et de la recherche. Là, plusieurs coopérations existent, avec l'université du Koweït bien sûr, mais également avec d'autres établissements privés. Ces partenariats trouvent des débouchés au plus haut niveau, de par l'organisation de conférences, séminaires et colloques entre chercheurs français et koweïtiens. Un accent est actuellement mis sur l'ouverture de nouveaux projets, dans le domaine de l'énergie, de l'ingénierie et de la programmation.

La convergence de nos intérêts, l'amitié que nous avons en partage depuis maintenant 60 ans trouvent leur traduction dans une relation politique redynamisée par la mise en place cet automne, d'un dialogue stratégique bilatéral co-présidé pour la France par Mr. Franck Riester, notre ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité et, pour l'Etat du Koweït, par le Vice-ministre des Affaires étrangères koweïtien S.E. Majdi Al Dhafiri. Les cinq sous-comités sectoriels de ce dialogue (économie, défense, santé, affaires intérieures et culture et francophonie) viennent de se tenir et la session plénière de ce dialogue stratégique, qui en constituera le point d'orgue, est d'ores et déjà programmée.

Pour finir, je souhaite féliciter chaleureusement la Chambre de Commerce Franco-Arabe pour son jubilé. Depuis maintenant 50 ans, la CCFA se fait le champion inlassable de l'amitié franco-arabe et de la promotion de nos relations économiques.

Pour marquer le 60^{ème} anniversaire de notre relation bilatérale, les deux ambassades ont organisé avec la CCFA un séminaire sur la relation économique franco-arabe, le 8 décembre dernier dans les salons de la Maison de l'Amérique latine.

Que le Président de la Chambre, M. Vincent Reina et l'ensemble de ses membres trouvent ici l'expression de mes plus vifs remerciements. Je souhaite à l'institution et à ses équipes de grands succès pour son deuxième demi-siècle.

La relation économique franco-koweïtienne : des intérêts stratégiques partagés

(Article Ambassade de France au Koweït)

Au cœur de l'une des régions les plus prospères de l'économie mondiale, le Koweït, la 39^{ème} économie mondiale, est un partenaire économique important pour la France. Nos relations économiques, financières et commerciales sont anciennes et profondes.

Au premier semestre de cette année, le Koweït représentait notre 12^{ème} excédent commercial dans le monde. Les entreprises koweïtiennes font confiance à la technologie française, en particulier dans le domaine aéronautique, comme en témoigne l'important contrat remporté le mois dernier par le groupe Airbus avec la compagnie Jazeera Airways.

Nos amis koweïtiens connaissent bien notre pays. Ils possèdent souvent une ou plusieurs résidences. Ils apprécient l'art de vivre français, qu'il s'exprime dans le domaine de la mode, de l'art du parfum et des cosmétiques ou de la gastronomie.

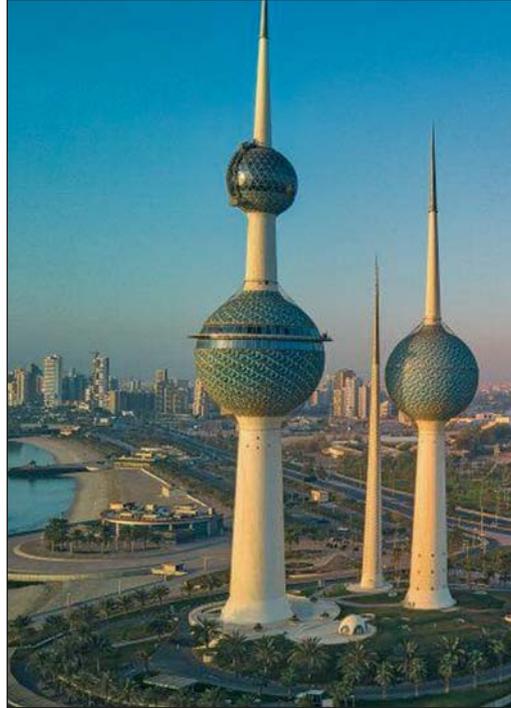
Notre relation en matière d'investissement est également d'une densité exceptionnelle. A travers notamment son Fonds souverain, la Kuwait Investment Authority, l'un des tous premiers du monde, le Koweït est l'un des principaux investisseurs dans l'économie française depuis une quarantaine d'années. Le pays a donc apporté une contribution significative à son dynamisme et à la création d'emplois.

En sens inverse, la France est très présente au Koweït. Près de la moitié des entreprises de l'Union européenne installées dans le pays sont françaises. Notre pays est le premier investisseur direct européen au Koweït.

A travers son agence de promotion des investissements directs étrangers, la KDIPA, le pays a mis en place un régime incitatif pour les entreprises étrangères qui désirent s'implanter au Koweït. Ce régime présente de nombreux avantages dont le principal est d'échapper à l'obligation de constituer une joint-venture détenue majoritairement par un partenaire koweïtien. De plus en plus d'entreprises françaises ont recours à cette solution.

Le Koweït possède des avantages comparatifs exceptionnels en matière pétrolière. C'est le premier pays de la péninsule à avoir exploré, extrait (1938) et exporté (1946) du pétrole. Le pays est le septième exportateur mondial et détient toujours les sixièmes réserves mondiales prouvées de pétrole. Il bénéficie de coûts d'extraction parmi les plus bas du monde. Il souhaite moderniser et accroître ses capacités de production pour atteindre 4,75 Mbj à l'horizon 2040. Il a par conséquent engagé un plan d'investissement très ambitieux d'un montant total de 500 Mds USD. Si l'extraction pétrolière constitue depuis 1975 un monopole d'Etat à travers la KPC et ses huit filiales, le secteur présente des opportunités d'affaires importantes pour nos entreprises para-pétrolières, aussi bien dans le domaine des équipements que des services pétroliers.

Dans l'aval pétrolier, le Koweït vient de finaliser la modernisation des raffineries de Mina Al Ahmadi et Mina Abdullah, dans le cadre du Clean Fuels Project (16 MdUSD) et se consacre pleinement à la réalisation du Az Zour New Refinery Project - NRP (15



MdUSD), qui offrira une capacité de production de 615 000 barils/jour, en plus de la construction d'un complexe pétrochimique (Olefins 3 et 4 dans le cadre du projet PRIZe, 7 MdUSD) et d'un terminal de gaz naturel liquéfié (2 MdUSD)

Ces ambitions n'empêchent pas le pays de progresser sur la voie de la transition énergétique et du développement des ERNC, à travers notamment le projet de Shagaya, dont la capacité pourrait dépasser à terme 3500 MW.

Par le biais d'un plan stratégique baptisé « New Kuwait Vision 2035 », le pays s'est également engagé depuis 2017, dans la modernisation profonde et le développement de ses infrastructures. Cette feuille de route prévoit des investissements considérables (environ 160 Md\$) dans le développement d'infrastructures dans les domaines de l'énergie (hydrocarbures et électricité), l'environnement (traitement des déchets et dessalement d'eau de mer), les transports ferroviaires et urbains (train, tramway et métro) ainsi que la santé (construction et gestion hospitalière). Le développement

des partenariats publics privés, sous l'égide de la KAPP, représente un levier prometteur pour nos entreprises.

En matière de transports, le pays se donne les moyens de se positionner comme une plate-forme régionale. La construction d'un nouveau terminal, dessiné par le cabinet de Norman Foster, portera la capacité de l'aéroport de Koweït à plus de 25 M de passagers par an. Le Koweït projette également de construire un réseau ferroviaire couvrant l'ensemble de son territoire du Nord au Sud et le reliant à l'Arabie Saoudite au Sud, et probablement à l'Irak au Nord. Le changement d'équipe à la tête de l'agence en charge du projet suggère que celui-ci pourrait se concrétiser dans un avenir relativement proche.

Avec chacun des membres de la Team France Export, le bureau de Business France, le comité local des CCEF et le French Business Council Kuwait, le service économique de l'Ambassade de France au Koweït travaille à la promotion des intérêts de nos entreprises dans le pays. Grâce à Bpifrance, les entreprises du secteur pétrolier bénéficient depuis 2019 d'une couverture export à hauteur d'un milliard d'Euro.

Le service économique de l'Ambassade, conjointement avec Business France, met en particulier l'accent sur les secteurs les plus porteurs. Dans cette perspective, plusieurs webinaires ont été organisés sur la filière hydrogène afin de présenter les solutions françaises en la matière à la KPC. Un webinaire organisé avec les équipes régionales de la Banque mondiale a également permis de mettre en valeur l'écosystème français de l'innovation et deux licornes à fort contenu technologique, Contentsquare et OVH Cloud. Dans le domaine fondamental de la santé, un webinaire a été également organisé le 29 novembre dernier, avec le ministère de la santé koweïtien, la Chambre de commerce et d'industrie koweïtienne et Medef international. La levée progressive des restrictions sanitaires permettra d'organiser au premier semestre 2022 la venue d'une délégation d'entreprises françaises de toute taille désireuses d'explorer les opportunités d'affaire au Koweït.



**One country, many regions,
the same commitment:
shaping a sustainable
environment now**

As a world leader in essential environmental services,
we supply high-quality water, suited to every type of use,
and ensure the protection of this common good.

We recover wastewater and waste to convert them into new resources.
SUEZ reaffirms this commitment each and every day, including during the health crisis.



Emmanuel Macron en visite dans le Golfe : des contrats pour plus de 40 milliards d'euros

La visite du Président de la République Emmanuel Macron dans trois pays du Golfe - Emirats arabes unis, Qatar et Arabie saoudite - a tourné à la démonstration en matière de promotion du «made in France». En trois jours d'une visite éclair dans la région, le Président français a officialisé ou enclenché des signatures pour les entreprises françaises des contrats pour plus de 40 milliards d'euros. Si la filière aéronautique a « cartonné » avec la vente d'avions Rafale, d'hélicoptères et de moteurs d'avion, l'industrie civile a fait carton plein aussi avec la signature de plusieurs accords notamment dans l'énergie, l'eau et le transport.



Le Président français, Mr. Emmanuel Macron, a réalisé entre les 3 et 5 décembre derniers une visite éclair dans la région, accompagné de plusieurs ministres dont Mr. Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères), Mr. Bruno Le Maire (Economie), Mme Florence Parly (Armées), Mme Roselyne Bachelot (Culture) et Mr. Franck Riester (Commerce extérieur), ainsi que par une délégation de dirigeants de grands groupes - Airbus, Thalès, Safran, Air Liquide, EDF, Engie - et des chefs d'entreprises de PME. Cette visite a été l'occasion pour le Président français de s'entretenir avec Cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, Prince héritier d'Abou Dhabi, avec Son Altesse Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar et enfin avec Mohammed ben Salmane, Prince héritier du Royaume saoudien.



Côté diplomatique et politique, ce déplacement a permis à Mr. Macron de poursuivre ses efforts en faveur de la stabilité régionale notamment face aux tensions dans certains pays tels que l'Irak, la Libye ou encore le Liban. Aux Emirats arabes unis, Mr. Macron et le Prince héritier d'Abou Dhabi sont convenus que les processus politiques et l'établissement de liens par le dialogue constituaient toujours le meilleur moyen de parvenir à une solution durable. Au Qatar, la visite du Président Macron a été l'occasion de rappeler que l'émirat est un partenaire stratégique de la France et d'évoquer le rôle majeur de Doha dans le cadre des évacuations et d'acheminement de matériel médical et de fournitures aux organisations internationales en Afghanistan. Enfin, en Arabie saoudite, le président français et le prince héritier saoudien ont posé des jalons pour une initiative commune en faveur du Liban, devant permettre au gouvernement libanais de travailler de manière normale afin de mener les réformes nécessaires.

Côté économique et commercial - sans oublier un important volet culturel - la visite de Mr. Macron a été l'occasion pour les industriels français de signer plusieurs contrats. Aux Emirats arabes unis, Dassault a signé pour la vente de 80 avions de combat Rafale à l'Escadron des Forces aériennes émiriennes et Airbus a signé pour 12 hélicoptères Caracal H225, armement, formation et pièces de rechange. Dans le domaine civil, Bercy a officialisé deux accords de coopération avec des fonds souverains, Mubadala et ADQ, pour un total de 8 milliards d'euros. Engie et

Masdar ont signé pour la formation d'un « pôle d'hydrogène vert » pour déployer des projets d'une capacité de 2 gigawatts d'hydrogène décarboné d'ici 2030. Masdar

officiera comme investisseur et quelque 4,4 milliards d'euros seront injectés dans ce projet. Technip Energies et TotalEnergie ont tous deux conclu des accords avec ADNOC, la compagnie nationale de pétrole des Emirats ; Technip pour la construction d'un craqueur d'éthane et TotalEnergies pour des projets en matière de capture et de stockage de carbone.

Au Qatar, Bpifrance et le Fonds souverain QIA (Qatar Investment Authority) ont décidé de lancer la deuxième phase de leur partenariat Future French Champions, avec la signature de nouveaux investissements d'un montant de 300 millions d'euros. Par ailleurs, un mémorandum d'entente a été signé entre le ministre français de l'Economie et son homologue qatari de même qu'une lettre d'intention en matière de coopération culturelle entre Mme Roselyne Bachelot et son homologue, Cheikh Abdulrahman Bin Hamad al Thani.

En Arabie saoudite, Airbus a signé à Djedda un contrat prévoyant la vente de 26 hélicoptères - vingt H145 et six H160. De son côté CFM International, coentreprise entre le français Safran et l'américain General Electric, a annoncé la signature de deux contrats d'un montant total de 12,5 milliards de dollars pour équiper de ses moteurs les Airbus A320 acquis par deux compagnies aériennes saoudiennes. Enfin, Veolia a annoncé l'obtention du contrat de gestion des services d'eau potable et d'assainissement de Riyad et de 22 municipalités périphériques et la signature d'un « accord de partenariat stratégique » avec le ministère saoudien de l'Investissement et étendu ses liens avec le géant pétrolier Saudi Aramco pour le traitement de ses déchets industriels. Air Liquide a signé avec le ministère de l'Investissement (MISA) pour assurer la mise en oeuvre de la production d'hydrogène vert. Enfin RATP Dev s'est vu confier la mission d'imaginer la mobilité du site d'Al-Ula. A cet effet le groupe a conclu un mémorandum d'entente (MOU) avec la Commission royale d'Al-Ula pour l'ensemble du plan de déplacement et de mobilité douce.

Entretien avec M. Jean-Baptiste Faivre, Ambassadeur de France au Qatar



M. l'Ambassadeur, votre nomination récente à la tête de la diplomatie française au Qatar a-t-elle privilégié, chez vous, un nouveau regard sur l'émirat ?

Je tiens tout d'abord à exprimer ma fierté de représenter la France auprès de l'un de nos partenaires de premier plan. Au gré de mes fonctions successives, à l'étranger ou à Paris, j'ai eu l'opportunité de suivre l'évolution de ce pays, tant au niveau interne que sur les scènes régionales et internationales. Cette nomination n'est donc pas une découverte à titre personnel mais une occasion d'être à la fois témoin et acteur du développement du Qatar, notamment à l'approche de grandes échéances dont la plus immédiate et importante demeure la Coupe du monde de football que le Qatar accueillera dans un peu moins d'un an. C'est aussi et surtout l'honneur de travailler à accompagner le renforcement de nos relations qui ont vocation à être fortes et confiantes.

Comment évaluez-vous aujourd'hui les relations bilatérales entre la France et le Qatar aux niveaux politique et économique ?

La relation entre la France et le Qatar est stratégique. Elle s'est construite sur des liens d'amitié anciens et étroits, et sur un partenariat qui s'est bâti et consolidé dans de nombreux domaines, notamment sur le plan diplomatique, de la défense, des grandes infrastructures, de la sécurité intérieure ou du sport. Je prends mon poste à un moment particulier qui est celui du desserrement de la contrainte sanitaire sur les déplacements, même s'il faut rester prudent sur ce sujet, mais aussi de la fin du blocus et du retour du Qatar au cœur de la scène diplomatique internationale. Ma mission est d'accompagner une volonté commune de relance de la relation et de replacer celle-ci sur une trajectoire très ambitieuse. Après la rencontre entre nos deux chefs d'Etat à Bagdad fin août, la venue du Ministre de l'Europe et des affaires étrangères à Doha mi-septembre, la récente visite du Président de la République les 3 et 4 décembre derniers à Doha a permis de réaffirmer la force des liens d'amitié et du partenariat stratégique entre nos deux pays. Dans l'autre sens, quatre ministres qatariens étaient à Paris sur la même semaine en novembre pour évoquer des sujets aussi divers que la culture, la défense, la situation en Libye ou encore l'éducation. La relation repart fort et je m'en félicite. Notre ambition est d'étoffer encore la relation et d'investir de nouveaux domaines.

En matière économique, la relation bilatérale est très solide. En

2020, nos échanges commerciaux s'élevaient à 2 Mds EUR (pénalisés comme partout ailleurs par le Covid, ils font suite à une année record de 4,5 Mds EUR en 2019). Le Qatar est un partenaire important pour la France, parmi nos dix premiers excédents commerciaux au monde (1,1 Md EUR en 2020). La force du lien économique bilatéral est également manifeste dans les grands contrats remportés par nos entreprises dans des projets stratégiques, qui matérialisent la confiance que place le Qatar dans l'expertise française. Les exemples sont nombreux et dans des domaines très variés, mais pour n'en citer qu'un, dans le secteur clé au Qatar du gaz naturel liquéfié, on peut penser au contrat géant de 13 Mds EUR attribué à TechnipEnergies et son partenaire Chiyoda en février dernier, au cœur du projet North Field East qui vise à porter la capacité de liquéfaction du Qatar de 77Mt à 110 Mt/an d'ici 2027.

Êtes-vous satisfait du développement des relations d'affaires entre le secteur privé français et son homologue qatari ? Quels sont, à votre avis, les nouveaux domaines de coopération susceptibles de renforcer leurs relations économiques communes ?

Les relations d'affaires entre entreprises françaises et qatariennes sont extrêmement riches et dynamiques. La récente visite d'une délégation Medef de haut niveau témoigne de l'intérêt des entreprises françaises et du potentiel du marché qatarien. Une part significative des entreprises du CAC40 et des grands groupes français sont implantés au Qatar, et sont engagés dans des partenariats solides et de long-terme avec les acteurs qatariens. Des joint-ventures franco-qatariennes opèrent ainsi dans des secteurs clés de l'économie du Qatar : notamment la North Oil Company entre TotalEnergies et QatarEnergy (ex-Qatar Petroleum) qui exploite le champ d'Al-Shaheen. Dans le domaine des transports, la coentreprise QDVC entre Qatari Diar et Vinci Construction, qui a réalisé une partie importante du génie civil du métro de Doha et du tramway de Lusail, ou encore RKH (RATP Dev, Keolis et Hamad Group), à qui le Qatar a confié l'opération de ce réseau de transports urbains de pointe lors de la visite du Président Macron à Doha en 2017. La défense fait également l'objet d'échanges riches et de longue date.

Ces relations s'appuient également sur le Service économique, le bureau Business France à Doha et la CCI France Qatar, ainsi que sur la Qatar Businessmen Association, la Qatar Chamber -

membre de la CCFA- et Qadran.

Naturellement, nos entreprises sont très désireuses de renforcer leur accompagnement du Qatar dans ses différents objectifs, comme elles le font déjà : je pense notamment au traitement de l'eau sur lesquels les grands noms de l'industrie française (Suez, Veolia et Saur) sont mobilisés. Les problématiques de l'environnement, de la sécurité alimentaire, ou encore de la digitalisation de l'économie, au cœur des priorités politiques de l'État qatarien, sont autant de domaines où l'offre française a beaucoup à apporter.

Le Qatar est parmi les investisseurs potentiels dans l'Hexagone. Quel est le stock des investissements qatariens en France et quel est le rôle de la communauté économique française installée au Qatar dans le développement du pays ?

Quel est le rôle de la communauté économique française installée au Qatar dans le développement du pays ?

Très animée et diversifiée, la communauté économique française au Qatar contribue pleinement aux projets clés qui sont au cœur du développement du pays, dans les secteurs que je viens de citer et dans bien d'autres. On compte aujourd'hui environ 120 implantations françaises et 90 franchises, dans les hydrocarbures, la défense et l'aéronautique, les infrastructures, les transports, la finance, le numérique, l'hôtellerie ou encore la distribution... Outre les grands groupes, de plus en plus de PME et d'ETI viennent nourrir le tissu économique qatarien. La crise sanitaire ces deux dernières années n'a pas émoussé l'attractivité du pays pour nos entreprises, comme en témoignent les arrivées du Crédit Agricole et de la Société Générale, ainsi que l'implantation industrielle de Gaussin avec la première usine de véhicules électriques du Qatar.

Les démarches entreprises par le Qatar pour développer ses zones franches et réformer son droit du travail et ses législations sur les investissements étrangers ou les PPP sont par ailleurs propices au renforcement de notre communauté économique à Doha.

Le Qatar est depuis plusieurs années un investisseur assidu en France, quels domaines serait-il souhaitable d'approfondir selon vous ?

**Visitez le site
de la Chambre
de commerce
franco-arabe**
www.ccf franco-arabe.org

Le Qatar peut en effet se prévaloir d'une connaissance solide de notre pays et d'un ancrage fort, notamment par ses investissements dans l'immobilier et le luxe évidemment mais aussi



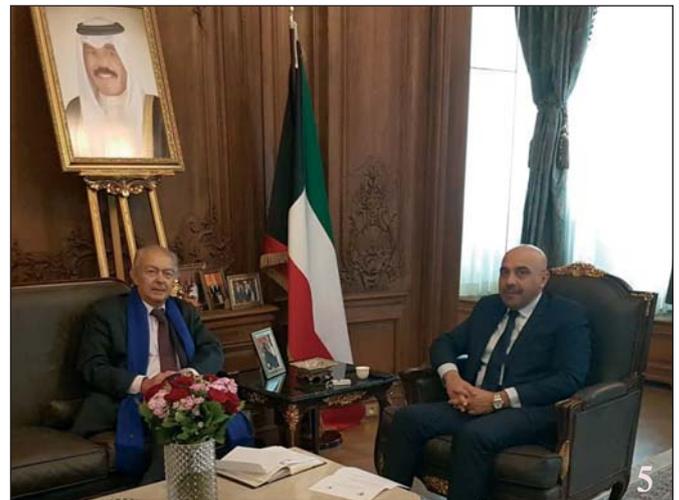
au capital de nos grands groupes et dans nos PME et ETI innovantes, à travers le fonds Future French Champions (FFC), conjoint entre Bpifrance et le fonds souverain Qatar Investment Authority. Lors de la visite du Président de la République au Qatar, les deux chefs d'Etat se sont réjouis du souhait de BPI France et du Fonds souverain QIA de lancer la deuxième phase de leur partenariat dotant le FFC d'un montant de 300 millions d'euros. De nombreux domaines mériteraient en effet d'être explorés par exemple dans la santé, les nouvelles technologies ou l'environnement et la transition énergétique, en lien avec le plan « France 2030 » de 30 Mds EUR annoncé par le Président Macron.

Le Qatar sera à l'affiche dans les deux prochaines années. L'émirat bien sûr

organise la Coupe de Monde du football en 2022 et accueillera également d'autres événements dans des secteurs tout autres, comme l'Expo 2023 Doha sur les thèmes : agriculture moderne, technologie et innovation, sensibilisation à l'environnement et durabilité. Comment transformer ces événements en opportunités pour les entreprises françaises ?

Le Qatar accueille en effet des événements internationaux d'envergure, et sur les thématiques que vous mentionnez, l'écosystème français a en effet une solide expertise à apporter. La France a exprimé sa disponibilité à accompagner le Qatar sur le volet institutionnel de la sécurisation de la coupe du monde, mais également par l'expertise pointue de certaines de ses entreprises sur la sécurisation de grands événements sportifs. L'initiative FrenchTeam for sport coordonnée par la Chambre de Commerce France-Qatar promeut cette expertise. Sur la préparation de la Coupe du Monde pour laquelle le Qatar attend 1,2 millions de visiteurs, le groupe hôtelier Accor vient par exemple de signer un contrat majeur pour l'accueil des supporters ! Notre savoir-faire dans l'événementiel devrait permettre à nos groupes de saisir les opportunités générées par la préparation de cet événement. Concernant l'agriculture, les ministères français et qatarien en charge de sujet ont engagé une coopération institutionnelle qui a permis la présentation de nombre de solutions innovantes françaises qui seraient à même de venir en appui de la stratégie de sécurité alimentaire du Qatar. La préoccupation environnementale s'inscrit également dans les priorités politiques du Qatar qui est signataire de l'Accord de Paris, et nos entreprises se tiennent prêtes à contribuer à l'objectif qatarien de réduction de 25% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, avec notamment la réduction de l'empreinte carbone de la production de GNL, via la capture et le stockage de CO₂.

NB : la CCFA organisera en 2022 une présentation de l'approche « marchés » au Qatar et des rendez-vous B-to-B.



Rencontres du Président de la CCFA. Le Président a accueilli ou rendu visite à :

- 1 - accueil d'une délégation de parlementaires de Bahreïn (24.11).
- 2- visite à la nouvelle Ambassadrice de Palestine, de S.E. Mme Hala ABOU HASSIRA (6.12).
- 3- visite au nouvel Ambassadeur de Bahreïn, S.E. Sh. Khalifa AL KHALIFA (26.10).
- 4 - visite à la nouvelle Ambassadrice des Emirats arabes unis, S.E. Mme Hend AL OTAIBA (23.11).
- 5 - visite à l'Ambassadeur du Koweït, S.E. Mr. Sami AL SULAIMAN (16.11).
- 6- accueil de Mr. Wissam H. FATTOUH, Secrétaire général de l'Union of Arab Banks.
- 7- rencontre avec le nouvel Ambassadeur de la Ligue des Etats Arabes, S.E. Mr. Naji ABI ASSI (24.11).
- 8- visite à l'Ambassadeur du Yemen, S.E. Mr. Reyad Yassin ABDULLAH.



Le secteur agroalimentaire en Egypte : allier l'excellence française à la forte croissance de l'Égypte

L'agriculture est un secteur clé de l'économie égyptienne, elle participe à hauteur de 12 % dans la création du PIB national, fait vivre 57 % de la population, représente 30 % des emplois et contribue à hauteur de 15 % dans le volume des exportations du pays (hors produits pétroliers). Quant à l'industrie agroalimentaire, elle a connu un développement rapide et sa branche alimentation et boissons serait le premier secteur en termes d'emplois manufacturiers et le deuxième par la valeur ajoutée manufacturière.

Sur les 6 premiers mois de 2021, le volume des exportations agricoles de l'Égypte a atteint 4 millions de tonnes, marquant ainsi une hausse de 15 % par rapport à l'année dernière à la même période. Tout semble indiquer que cette tendance à la hausse devrait se poursuivre dans les prochains mois et dépasser largement le résultat de l'année dernière (5 millions de tonnes).

Toutefois pour assurer la sécurité alimentaire de sa population en forte croissance, l'Égypte, malgré son autosuffisance dans certains produits notamment la volaille ou la pêche et les fruits et légumes, demeure dépendante des importations et se classe parmi les premiers importateurs mondiaux pour les produits de base qui représentent 40% de la balance alimentaire.

Pour mettre en lumière ce secteur hautement stratégique pour l'Égypte et présenter l'offre française riche en la matière, la Chambre de Commerce Franco Arabe, la CCI française en Égypte et le Global Diwan ont organisé, le 30 novembre dernier, une rencontre virtuelle qui a enregistré un vif succès.

Mme J. Dorra Fiani, Présidente du Comité Agroalimentaire de la CCIFE et Présidente de Knowledge Economy Foundation, modératrice de cette rencontre, a ouvert les discussions en remerciant tous les participants à cette rencontre à travers laquelle « nous avons voulu présenter les différents aspects et les différentes opportunités qui se présentent, aussi bien pour les entreprises françaises sur le territoire égyptien et au-delà même, africain, que les opportunités sur le marché français et européen pour les entreprises égyptiennes » a-t-elle notamment dit, avant de donner la parole à Son Excellence Mr. Marc Baret, Ambassadeur de France en République Arabe d'Égypte.

Son Excellence a souligné l'importance de ce secteur stratégique pour l'économie égyptienne et pour le pays tout entier, puisqu'il représente à la fois une source de revenus importante et contribue largement à la sécurité alimentaire du pays. Il a indiqué que l'Égypte avait des défis à relever pour développer ce secteur soulignant que l'expertise des entreprises françaises peut aider à relever ces défis et soutenir leurs homologues égyptiennes dans leur développement.

Mr. Vincent Reina, Président de la CCFA, a indiqué que le secteur agroalimentaire en Égypte, dans toutes ses composantes, était une industrie déterminante. Et d'ajouter : « il s'agit non seulement de nourrir les populations locales, mais aussi et surtout d'exporter sur les marchés internationaux et de faire rentrer des devises, dans un contexte où les contraintes sont nombreuses notamment, la disponibilité des terres, la géographie, le relief, et les ressources hydriques ». Par ailleurs, le Président de la CCFA a indiqué que la crise sanitaire avait illustré l'importance de ce secteur, le rôle vitale de son industrie et renforcé les réflexions sur la nécessité de mettre en œuvre des stratégies pouvant permettre d'assurer la

sécurité alimentaire du pays. Le président de la CCFA a également indiqué que ce webinaire, qui touche, sous des angles variés ce secteur très dynamique en Égypte, était l'occasion de mettre en avant tous les acteurs égyptiens qui innovent



ainsi que l'expertise de leurs homologues français et les différents partenariats qui existent ou que l'on peut susciter.

Rappelant la bonne image des entreprises françaises et leur savoir faire reconnu dans ce secteur, le Président de la CCFA a estimé que la France qui occupait en 2019, la 14^{ème} place parmi les pays fournisseurs de l'Égypte en produits de l'industrie agroalimentaire avec 18 millions de dollars d'exportations avait une marge de progrès considérable. Toutefois il a rappelé que ces exportations françaises étaient en augmentations de 23,6 % entre 2019 et 2020, notamment dans les équipements de transformation et de 27 % dans les équipements de conditionnement. « Il faut profiter de cette situation », a-t-il dit.

Pour conclure, Mr. Reina a exprimé sa pleine satisfaction de la coopération et du partenariat développés avec la CCI France Égypte et le Global Diwan sur cette première réalisation et souhaité rééditer ce type de manifestation avec l'ensemble des acteurs économiques français et égyptiens.

Mr. Francois Burgaud, Président du Pôle agroalimentaire du Medef International et Directeur des Relations Extérieures de la SEMAE, a présenté le cluster créé par l'Adepta et le Medef International qui rassemble 200 entreprises françaises du secteur agro-alimentaire et qui regroupe 9 de ses branches notamment l'élevage, l'aquaculture, la boulangerie et pâtisserie, l'industrie de la viande, la vitiviniculture, les fruits et légumes, l'industrie de l'emballage, les semences et l'industrie laitière. Il a indiqué que ce cluster était prêt à accompagner tous les acteurs égyptiens de projets agricoles et agroalimentaires et les mettre en contact avec des industriels français qui peuvent répondre à leurs demandes. « Nous coordonnons les équipements et les services français pour offrir une solution complète et sur mesure à tous les besoins » a-t-il dit. Par ailleurs, il a indiqué que la SEMAE a mis en place des instruments virtuels pour présenter l'offre française. Pour conclure il a souligné : « nous avons une longue histoire de coopération et de partenariat avec l'Égypte, nous comptons fermement les développer ».

Mr. Fouad Sayed, ministre plénipotentiaire, Chef du bureau com-

mercier de l'ambassade de la République Arabe d'Egypte en France, a remercié les organisateurs de cette rencontre qui « peut faire avancer le partenariat stratégique entre la France et l'Egypte ». Il a rappelé que son pays, dans le cadre de sa stratégie « Egypte vision 2030 », a mis en place des réformes visant à transformer l'économie, améliorer l'environnement des affaires et instaurer une croissance équilibrée et inclusive. Par ailleurs, il a rappelé que l'Egypte était parmi les rares pays à afficher au cours



de l'année 2020 une croissance économique de 3,5 % avec des prévisions de croissance de 5,2 % pour 2021/2022 et que les IDE entrants sont restés parmi les plus forts en Afrique. « Tout cela nous conduit à dire que l'Egypte mène des réformes et offre des opportu-



nités d'investissements prometteuses surtout dans le domaine agroalimentaire dans lequel nous nous réjouissons de renforcer la collaboration avec la France et développer la coopération entre les deux parties », a-t-il soutenu.

Mr. Eric Schell, du Global Diwan, a présenté les ambitions de son organisation et les actions qu'elle mène pour rapprocher les acteurs de ce secteur, réclamant des relations plus fortes et des contacts plus étroits entre les autorités du pays, les universités et les entreprises, et un rôle plus important des femmes. Il a notamment indiqué que Global Diwan collaborait avec la CCFA pour ouvrir un dialogue, construire des projets. « Nous avons lancé, depuis quelques mois des webinaires, des newsletters et nous travaillons sur les sujets de l'autosuffisance et du stress alimentaire », a-t-il dit. Et d'ajouter : « L'Egypte est un grand pays, un grand marché, et nous voulons promouvoir les échanges croisés entre partenaires français et égyptiens pour développer les nouvelles technologies et croiser les investissements autour du green deal européen.

Après cette présentation générale, plusieurs opérateurs français ont présenté leurs expériences et d'autres sont venus exposer les opportunités de collaboration. Mme Vivyan Attalah a présenté l'expérience du groupe Carrefour qui a ouvert en 2002 son premier hypermarché en Egypte et a développé depuis ses activités pour gérer un réseau de 45 supermarchés et se lancer depuis dans la vente en ligne depuis 2018. Carrefour est présent dans les grandes villes notamment au Caire, à Alexandrie et sur la Mer Rouge, emploie près de 7.000 personnes, travaille avec 1.000 fournisseurs locaux, et détient 2 % de parts de marché, comptant 35 millions de clients en 2021.

Le groupe a investi à ce jour 2,3 milliards de livres égyptiennes et compte doubler la mise au cours des 5 prochaines années. Grâce à la stratégie d'expansion de Carrefour, ses partenaires locaux ont développé leurs activités, amélioré leurs processus, leurs normes et leurs opérations commerciales, a notamment indiqué Mme Attalah. Quant aux enjeux et aux opportunités du marché égyptien, Mme Attalah a souligné son fort potentiel à 100 millions de consommateurs et la nouvelle loi sur l'investissement de 2017 qui

allège de nombreuses restrictions en matière d'investissements étrangers. Quant aux opportunités, elles sont surtout dans les produits de niche, notamment les fruits, les produits laitiers, la volaille et la viande surgelée. Toutefois, la logistique et les réglementations à l'export en Egypte restent parmi les challenges, a-t-elle dit.

Mme Véronique Le Bail, Déléguée générale de la Chambre syndicale des importateurs français de fruits et légumes a axé son intervention sur les opportunités pour les exportations égyptiennes de fruits et légumes en France. Elle a présenté son syndicat qui rassemble les entreprises du secteur et travaille à développer l'importation des fruits et légumes frais afin de procurer aux consommateurs une diversité de fruits et légumes ne pouvant être cultivés en Europe. Les entreprises de la CSIF emploient en moyenne 35 personnes et représentent 70 % des importations françaises de fruits et légumes frais, soit environ 1 milliard d'euros. Le secteur emploie directement ou indirectement 2.000 personnes auxquelles il faut rajouter de nombreux métiers connexes comme les transitaires, les transporteurs et autres... Les entreprises membres de la CSIF sont, pour la plupart, installées à Paris Rungis, et en province principalement en région PACA (Marseille), dans le Languedoc Roussillon (Perpignan) et le Nord. Quant à leur clientèle, elle est constituée pour les deux tiers par la grande distribution et pour le tiers restant par les grossistes traditionnels.

Mme Atika Ben Maid, responsable du Pôle Ressources Naturelles et Finance Durable au sein de l'Agence française de développement au Caire a présenté l'action de l'Afd en Egypte, « outil du gouvernement français pour l'aide au développement dans plus de 100 pays », a-t-elle dit. L'Afd déploie son action à travers deux organismes : Proparco, dédiée au secteur privé, et Expertise France, dédiée à la coopération technique. Les engagements de l'Afd sont en nette progression passant de 9,4 milliards d'euros en 2016 à 12,1 milliards d'euros en 2020. L'Afd, aujourd'hui première bailleur bilatéral en Egypte, est présente dans le pays depuis 2006 avec 19 employés dont 11 chefs de projets. La mission de l'Agence est de soutenir le gouvernement égyptien dans sa transition vers un développement économique inclusif, durable et axé sur l'innovation. Cette présentation faite, Mme Atika Ben Maid a présenté un exemple de l'action menée par son agence en Egypte à travers la signature d'un accord cadre pour développer la stratégie de marchés de gros, avec la mise en œuvre d'un projet pilote pouvant ensuite être reproduit sur différents sites du pays.

C'est ce qu'a présenté Mr. Erwan Gambert, Chef de Projet International à la Semmaris. Il a notamment indiqué que suite à l'accord tripartite signé en 2020 entre l'Afd, la Semmaris et le MOSIT égyptien, les experts de Rungis ont conduit une mission d'assistance technique et proposé au ministre égyptien de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur des recommandations, dont un état détaillé de la chaîne de valeur alimentaire existante avec toutes leurs défaillances, et des offres pour remplacer les marchés traditionnels par des marchés modernes respectant la chaîne du froid, la mise en place d'une logistique efficace, des centres de collectes, des centres de ventes et de distribution ; un modèle reproductible dans les grandes villes égyptiennes.

Dernier intervenant à cette journée, Mr. Laurent Guesdon, Président de la filière Industrie Laitière de Medef International et Responsable Grands Comptes de Clauger, a présenté l'expertise française dans la filière « lait ». Il a notamment indiqué que l'expertise et l'innovation française en transformation laitière qui présente une offre complète, de l'amont à l'aval, peut apporter un soutien important au développement de l'ensemble d'un projet. Par ailleurs, Mr. Guesdon a rappelé les points forts de l'industrie laitière française, la 2^{ème} en Europe avec 25 milliards de litres de lait produits en provenance des 54.000 fermes, indiquant que 2 sociétés française sont parmi les 3 mondialement connues : Danone et Lactalis. Pour conclure, il a rappelé la longue expérience des professionnels français en Egypte et espéré le développement d'un partenariat solide entre les acteurs français et égyptiens dans ce domaine.

« Journée Partenaires et Entreprises »

Après une première opération réussie, le 24 juin dernier, qui avait permis à cinq partenaires et entreprises de la Chambre de Commerce Franco Arabe : Veolia, Transdev, Antea, Saur et Socotec de présenter leurs métiers, leurs offres et l'étendue de leur champs d'interventions dans les pays arabes, la seconde édition de cette « Journée Partenaires et entreprises », initiée par la CCFA pour dynamiser les échanges entre la France et les pays arabes s'est tenue le 17 novembre dernier à la Maison des Polytechniciens, avec trois nouvelles interventions : Aqualter, le Groupe MERLIN et la Banque UBAF. Toujours avec le même but : celui de partager avec les représentants des pays arabes et les entreprises adhérentes, les informations touchant aux métiers de ces acteurs économiques, leaders dans leurs domaines et aux solutions qu'ils proposent pour répondre aux nouveaux défis des pays arabes.

En introduction à cette journée de travail, le Président de la CCFA, M. Vincent Reina, a rappelé la vocation de la Chambre : servir la relation franco-arabe et accompagner les entreprises dans leurs recherches d'opportunités sur les marchés en Afrique du Nord, dans les pays du Golfe et la Méditerranée. « Ces entreprises qui, dans le cadre du développement de leurs marchés à l'international, tout particulièrement dans notre zone, ont besoin de nouer des échanges avec les ambassadeurs, les représentants des ambassades, les grandes institutions et les entreprises privées de la région » a-t-il indiqué. Et de poursuivre : « Nous nous efforçons de faciliter leurs tâches et de relancer la machine des exportations qui connaît des moments difficiles ». Il a souligné que les chiffres du commerce extérieur de la France font ressortir en 2020 sur les marchés du monde arabe une baisse de 10 milliards d'euros en importations et de 6 milliards d'euros en exportations. Il a indiqué que la Chambre de Commerce Franco Arabe mettait toute son énergie à aider les entreprises à saisir toutes les opportunités pour redresser la barre.

Aqualter : l'exploitation partagée

Premiers intervenants à cette rencontre, Mr. Jean-Yves Thévenet, Directeur général de la partie construction du groupe Aqualter et Mr. Franck Saïd, Directeur développement qui se sont relayés pour présenter l'offre et les solutions développées par cette entreprise qui bénéficie de 50 années d'expérience dans la gestion des eaux usées et le traitement des boues d'épuration.

Aqualter est un groupe familial dont les actions sont détenues à 52 % par la Caisse des Dépôts et à 48 % par CITEE groupe, a indiqué M. Thevenet. Aqualter emploie près de 250 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires annuel de 70 millions d'euros. A son bilan figure la construction de 1.000 stations d'épuration d'eau et de traitement des boues. Aujourd'hui, Aqualter gère 102 contrats d'exploitation de réseaux et d'usines, gère un réseau de 3.150 kilomètres et dessert 105.000 abonnés dans 180 communes en France. Dans le secteur de l'eau potable, Aqualter assure la production de 7.000.000 m³ d'eau potable, gère 50 réservoirs, 30 stations de forage, 28 surpresseurs et 3 stations de traitements avec des capacités respectives de 9.000 m³/j, 8.800 m³/j et 16.000 m³ /j. Dans le secteur des eaux résiduaires, le groupe gère un réseau de collecte d'eau de 1.550 kilomètres et exploite 77 usines de traitement. Autant dire que cette entreprise qui possède une expertise hautement reconnue dans ce secteur est solidement implanté dans l'Hexagone.

Dans la gestion des boues d'épuration qui représente 50 % des budgets, le groupe a développé des procédés innovants, protégés par des brevets notamment deux systèmes - Tersolaire et Tersolyge - pour sécher et hygiéniser les boues d'épuration. offrant les garanties de qualité et de respect des normes de sécurité contre la Covid-19.



Abordant le volet de l'exploitation du savoir faire de l'entreprise, M. Franck Saïd a pris la parole pour souligner que son groupe met au cœur de son action la qualité de la relation humaine qui associe toutes les énergies pour optimiser l'exploitation des installations via des logiciels performants conçus en interne. Une conception d'exploitation qui permet d'être réactif et d'assurer une maîtrise totale de la gestion du patrimoine, de réduire le gaspillage et d'atteindre un haut niveau de rendement. Par ailleurs, il a indiqué que cette conception prend en compte le respect de la typologie du client en mettant en place un système de gouvernance partagée qui assure un processus de transparence et instaure un système de partenariat, entre le délégataire et le délégant, rassurant pour le client. « Cette gouvernance peut prendre la forme d'une régie, d'une délégation de service public ou à travers des outils permettant des prises de décisions de façon commune qui s'adaptent en fonction des besoins de chaque client » a-t-il dit.

Groupe MERLIN : une tradition d'innovations au service des hommes

M. Laurent Julvez, Directeur général adjoint du Cabinet MERLIN, a pris ensuite la parole pour présenter le Groupe qui fêtera ses 100 ans d'existence en 2022. Cette entreprise, créée en 1922 et dont les parts sociales sont détenues à 98 % par la famille Merlin, les 2 % restants étant partagés entre les cadres de l'entreprise, n'a cessé de développer ses activités sur le marché du conseil et de l'ingénierie pour embrasser aujourd'hui des domaines aussi vastes que les réseaux d'eau et d'assainissement, le traitement de l'eau, l'aménagement hydrolique, la valorisation des déchets, l'air, la production et la distribution d'énergies, l'aménagement urbains, les routes, les infrastructures de transport et d'ouvrages d'art et enfin la fibre optique.

A travers un vaste réseau composé de 40 agences en France et de 7 implantations à l'étranger, employant 580 collaborateurs, le Groupe MERLIN dirige pour près de 1,5 milliard d'euros de travaux par an sur l'ensemble des sujets sur lesquels il intervient et compte parmi ses clients près de 4.000 collectivités en France. En 2020, le Groupe MERLIN a réalisé un chiffre d'affaires de 65 millions d'euros de prestations intellectuelles. Le groupe intervient soit comme maître d'œuvre soit comme prestataire pour le compte à la fois d'opérateurs, constructeurs ou exploitants. Parmi les grands groupes français qui font confiance au Groupe MERLIN, l'on compte : le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne), le SEDIF (Syndicat des eaux d'Ile-de-France), le SYCTOM (Syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères d'Ile de

France), le Grand Lyon, les métropoles de Bordeaux, Toulouse, Nice Côte d'Azur, Lille ou encore les grands bailleurs de fonds, BEI, Banque mondiale, Afd. Et la liste est loin d'être exhaustive.

Le Groupe MERLIN est présent à l'international et tout particulièrement dans les pays arabes. Dans les pays du Maghreb, le groupe a participé aux études du schéma directeur de plusieurs ouvrages notamment au Maroc, en Libye, ou en Tunisie. Au Moyen-Orient, le groupe réalisé de grands projets notamment en

succursales en Asie notamment à travers sa filiale UBAF Hong Kong Limited créée en 1974 et dont elle détient 53,98 % des parts sociales. Aujourd'hui, l'UBAF couvre 800 homologues dans plus de 65 pays, a indiqué Mr. Jean-Claude Gelhaar.

A fin décembre 2020, la banque employait 284 personnes dans le monde, elle avait réalisé 10 milles transactions avec un « turn over » de l'ordre de 16 milliards d'euros. Par ailleurs, l'UBAF dispose de 2 milliards d'euros d'actifs et de 300 millions d'euros



Aqualter



Groupe MERLIN



UBAF

en Jordanie, en Egypte, en Syrie et au Liban. Enfin dans les pays du Golfe, le Groupe MERLIN a participé aux études pour l'évaluation et l'amélioration du traitement et de la gestion des déchets solides dans la province de Jeddah en Arabie saoudite.

Par ailleurs, les références du groupe sont aussi importantes en Afrique sub-saharienne, notamment au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, au Niger ou au Burkina Faso.

UBAF : la Banque des banques

Dernier intervenant à cette matinée, Mr. Jean-Claude Gelhaar, Directeur général de l'Union de banques arabes et françaises (UBAF), a présenté le rôle et les activités de cette « petite maison », dans le financement du commerce du monde arabe.

Créée en 1970 par le Crédit Lyonnais, l'UBAF est un consortium bancaire français détenu aujourd'hui par le Crédit Agricole CIB à 47,01 % et par des banques et des établissements de 19 pays arabes à hauteur de 52,99 %. Dans cette participation de l'actionnariat arabe, 23,12 % sont détenus directement par l'UBAC Nederland B.V et le reste est détenu par plusieurs banques arabes dont trois banques centrales, celle de l'Egypte (5,91%), du Maroc (4,99%) et de la Mauritanie (2%). La présence de ces banques centrales dans le capital social de l'UBAF « peut, dans certains cas, faciliter les flux de négoce entre les pays arabes et l'Europe en donnant une certaine solidité morale et politique à la structure » a indiqué Mr. Gelhaar. Toutefois l'UBAF est une banque de droit français, a-t-il souligné, précisant qu'elle n'est pas une succursale ou une filiale du Crédit Agricole mais la participation importante du groupe en ferait, vis-à-vis du droit français, le responsable en cas de problème majeur.

Abordant les activités de l'UBAF, Mr. Jean-Claude Gelhaar a indiqué que la structure était une banque « mono ligne » qui ne fait qu'un seul métier : « le trade finance ». L'UBAF ne dispose pas de salle de marchés, ne fait pas de corporate finance, ni de fusions acquisitions, ni de services de banque privée, a-t-il dit. Quant à sa clientèle, elle est un peu particulière puisqu'elle est composée pour la plupart de banques. « Nous avons 600 clients dont 500 sont des banques et le reste des entreprises, des négociants et des holdings. Nous sommes une banque des banques » a-t-il conclu sur ce point.

L'UBAF opère depuis son siège social à Paris mais aussi à travers le réseau qu'elle a développé autour de 4 bureaux de représentation physique à Alger, au Caire, à Dubaï et à Dhaka et de ses 3

de fonds propres. « C'est une petite banque par rapport aux autres banques qui peuvent avoir des actifs de l'ordre de 300 milliards d'euros ».t-il.

L'UBAF entretient des relations solides avec les pays asiatiques, arabes et africains. En 2020, la banque a réalisé 1.520 transactions sur le continent africain, 1.750 avec les pays arabes, 1.614 avec l'Europe et l'Amérique et 1.837 avec les pays asiatiques. Toutefois, l'objectif de la banque est de réaliser au minimum 50 % de ses activités sur les pays du monde arabe. « L'UBAF reste une entreprise résolument orientée sur les économies du monde arabe quels que soient les pays émergents » a-t-il souligné. A cet égard, il a indiqué que l'UBAF était en relation d'affaires avec 194 institutions financières dans le monde arabe notamment, 10 en Algérie, 7 à Bahreïn, 24 en Egypte, 11 en Irak, 15 en Jordanie, 21 au Liban et en Libye, 12 en Mauritanie, 11 au Maroc, 2 en Cisjordanie, 9 en Arabie saoudite, 23 en Tunisie et 9 aux Emirats arabes unis.

Abordant les projections de l'UBAF sur la reprise économique mondiale, Mr. Jean-Claude Gelhaar a rappelé que le négoce international avait chuté de 10 % en 2020 mais que les prévisions annoncent un regain de l'activité de 10 % en 2021. Sur les trois prochaines années, l'UBAF prévoit un scénario de croissance fragmentée où chaque économie part avec ses contraintes et ses points forts, très différenciés d'un pays à un autre. Mr. Gelhaar a indiqué que la complexité et la disparité des exigences réglementaires et de conformité étaient parmi les principaux défis à relever. Quant aux facteurs favorables au financement du commerce, il a notamment cité la forte croissance économique mondiale et enfin, la forte hausse des matières premières, une manne inespérée pour les pays producteurs.

Mr. Szpiner, Maire du XVI^{ème} arrondissement de Paris, a dévoilé, lors d'une cérémonie en novembre dernier, une plaque commémorative, au 17 rue de l'Yvette, en hommage à Mr. Michel Habib-Delonce, ancien Ministre, Député du 16^e arrondissement et Président-Fondateur de la CCF, Président de 1970 à 2002.





Sustainable and inclusive MOBILITY

As a global mobility operator and integrator, Transdev empowers freedom to move every day thanks to safe, reliable, and innovative solutions that serve the common good.

We are proud to transport 11 million passengers daily.

Our approach is rooted in close collaboration with communities and businesses, and in the search for sustainable transportation solutions.

We are people serving people. And mobility is what we do.